

Contre la politique de destruction des organismes de recherche et des universités
A l'occasion de la venue de Valérie Pécresse à Montpellier Rassemblements le
lundi 18 octobre

Devant l'entrée principale de l'IRD à 8h30 (Avenue Agropolis)

Devant l'entrée de l'Institut de Botanique, siège du PRES, à 10h (Rue Auguste Broussonnet)

Devant le rectorat à midi (Rue de l'Université)

La loi LRU en 2007 a imposé un système de mise en concurrence des universités contraire au principe du service public, aussi bien pour les enseignements que pour leurs thématiques de recherche. Pour laisser le champ libre à cette concurrence, les missions d'évaluation et de structuration nationales de la recherche par les organismes de recherche ont été supprimées par la mise en place du Pacte pour la recherche.

Pour donner une « carotte » à cette concurrence, le gouvernement a créé des « appâts » : le plan campus dont certaines universités réclament aujourd'hui l'argent promis, des primes individualisées (PES) et maintenant les « ex » : Equipex, Labex, Idex (Equipement, laboratoire et initiative dits « d'excellence »). Comme pour le Plan Campus, ces nouvelles opérations gouvernementales accentuent le pilotage de la recherche à travers des appels d'offre lancés dans l'urgence en juillet. « Labex » et « Equipex » doivent se regrouper en 5 à 10 « Initiatives d'Excellence » dotées de 7,7 milliards en capital pour alimenter des fondations basées sur la spéculation boursière et provoquer ainsi une plus grande emprise du secteur privé sur le pilotage de la recherche académique. Un haut-commissariat sous la houlette de la Ministre devra sélectionner les sites retenus sur des thématiques ciblées. Les cursus d'enseignement devant s'appuyer sur les Idex, le Ministère pilotera la politique des universités.

La promesse des milliards du « grand emprunt » exacerbe les tensions locales et les envies de pouvoir. Le principe de l'Idex est d'imposer une gouvernance exigeant non seulement la fusion des universités mais regroupant aussi tous les partenaires (écoles, organismes de recherche, région et entreprises) avec comme enjeux, les fondations de coopération scientifique et technique et les SATT (Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies).

A Montpellier, les directions des universités, la région, les représentants de l'état (recteur et préfet) se déchirent et montrent leur incapacité à travailler ensemble en dévoilant des intentions qui nient le bien de l'ensemble de la communauté universitaire et scientifique. Au fil des déclarations, les personnels assistent à des comportements de pouvoirs depuis les laboratoires dont certains responsables utilisent les A+ et les A de l'AERES pour bomber le torse, jusqu'aux directions des universités et des écoles dont certains membres veulent imposer des structurations élitistes de la recherche et de l'enseignement. Dans ce cafouillage, le silence des organismes de recherche s'interprète comme une complicité avec ces actions ou comme une impuissance totale à intervenir. Le préfet et le recteur essayent d'imposer les ordres ministériels et la région se sent obligée d'intervenir dans les choix scientifiques, ce qui la fait sortir de son rôle.

Or cette politique gouvernementale qui se veut d'excellence n'est qu'un paravent pour masquer un asservissement toujours plus grand à des intérêts à courts termes, qu'ils soient politiques, économiques ou industriels. L'interventionnisme massif de l'état dans le domaine de l'ESR est finalement contraire aux intérêts même de la science, dont les avancées importantes ne peuvent être programmées. Dans ce contexte, les personnels sont oubliés, et leurs questions et inquiétudes balayées : Quel sera l'avenir des laboratoires et des enseignements non-labellisés « grand emprunt » ? Combien d'équipes pourraient disparaître ? Quel sera le devenir de leurs personnels ? Que deviendront leurs thématiques et leurs enseignements ?

C'est dans ce contexte que Valérie Pécresse vient à Montpellier, pour participer au Conseil scientifique de l'IRD et inaugurer un nouveau bâtiment. Mais cette venue n'est pas sans relation avec la situation locale : « remettre » de l'ordre dans le projet « Idex », puisqu'elle doit rencontrer les trois Présidents d'université au siège du PRES.

- **Parce que nous ne voulons pas de l'intervention de la Ministre pour décider de notre avenir sans nous, d'une politique de pilotage qui met en jeu l'ensemble des recherches et des enseignements du site de Montpellier,**
- **Parce que nous voulons que les directions des universités et des organismes de recherche s'expliquent avec les personnels sur les enjeux et les conséquences de la**

politique ministérielle, et des décisions qu'elles prendront pour soutenir tous les enseignements et les laboratoires,

- Parce que nous voulons :
- défendre les libertés de recherche et pédagogiques,
- les moyens financiers récurrents et les équipements pour tous les laboratoires,
- des créations de postes statutaires pour les nombreux jeunes en CDD dans nos laboratoires,

Les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche de Montpellier appellent l'ensemble des personnels et des étudiants à participer aux différents rassemblements le 18 octobre.

STREM-Sgen-CFDT, CFDT-Cirad, SNTRS-CGT, CGT-Cirad, CGT-UM1, Syac-CGT
Cemagref, SNPREES-FO IRD,

SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SUD Education UM2, SUD-Recherche EPST,
SUD-Etudiant Montpellier, SNPTES-UNSA, UNEF